



26 octobre 2011

Budget 2012, un grand pas vers l'austérité

Les députés ont voté le budget 2012. Un budget établi sur des estimations d'une croissance de 1,7%. On sait déjà qu'elle sera beaucoup plus basse, puisque celle prévue pour 2012 se situe selon les prévisions actuelles entre 0,8 et 1% ce qui représente pour rester dans les clous du pacte de stabilité des milliards de plus à trouver.

Ils ont voté un budget d'austérité répondant aux critères du pacte européen dit de stabilité initié par le couple Sarkozy- Merkel et qui impose de ramener le déficit budgétaire de la France à 4,5% en 2012 et même à 3% en 2013.

Après avoir sabré dans les dépenses utiles de l'état, ils ont appuyé lourdement sur tous les impôts et taxes qui frappent le peuple. Avec la taxe sur les mutuelles, celles sur le tabac, les alcools ou les sodas (au nom de la santé publique !), en passant par une nouvelle réduction des subventions aux collectivités locales, ce sont de nouveaux milliards destinés au peuple qui sont détournés au profit du capital financier. Seul celui-ci est épargné et continuera de bénéficier de centaines de milliards d'exonérations fiscales et sociales au nom de la « compétitivité » des grandes entreprises capitalistes et de la sauvegarde de leurs profits. Tout ça dans l'intérêt du pays naturellement. Notons au passage que le budget des armées, lui, a augmenté de 1,7%.

Un nouveau plan d'austérité est en préparation qui va rendre la vie encore plus difficile pour des millions de familles, pesant sur leur consommation, avec comme conséquences l'aggravation du chômage.

La France mauvais élève.

Aux yeux des capitalistes la France est le mauvais élève dans cette Europe de l'austérité, des réductions de salaires et de liquidation des acquis sociaux. En dépit des coups portés depuis vingt ans par les gouvernements successifs le coût du travail en France reste encore trop élevé. Les salaires sont trop importants, le pouvoir d'achat doit être encore réduit. Le capital veut réaliser beaucoup plus de profits dans les domaines de la santé, de la retraite, de la dépendance, de l'éducation et dans une série d'autres activités. Le budget 2012 s'inscrit directement dans cette perspective.

A droite comme à gauche.

Les députés de droite ont voté ce budget.

Elections obligent, les socialistes ne le votent pas.

Le candidat socialiste F. Hollande annonce déjà, 6 mois avant l'élection présidentielle, qu'il faudra faire des sacrifices pour réduire la dette. Il n'attend pas comme F. Mitterrand qui avait annoncé le « tournant de la rigueur » deux ans après son élection en 1983.

Rien de neuf donc à attendre de ce côté, pas plus que de ceux qui comme Mélenchon critiquent mais voteront Hollande au deuxième tour de la présidentielle.

Un électeur averti en vaut deux.